

- La politique de la ville - (20pts)

La politique de la ville est apparue en 1973, suite aux émeutes de Vézinieux. Elle fait l'objet d'un ministère chargé de la ville, dépendant du ministère de la République des territoires de nouveau depuis 2018 (Julien Denormandie).

La politique de la ville s'appuie en France sur l'identification de quartiers sensibles ou prioritaires. L'ancienne dénomination ZUS (Zone Urbaine Sensible, composée de Zones Franches (ZF), notamment) a laissé sa place en 2013 aux QPV (Quartiers Prioritaires de la Ville). Dans ces quartiers, il s'agit d'abord de faire l'action sociale, ce qui se traduit par des investissements en infrastructures mais aussi des contrats de cohésion urbaine, signé entre l'Etat, les collectivités et les acteurs locatif et associatif locaux. Des structures pour assurer des conseils citoyens sont également créées. Cette loi va de pair avec la loi PRU (loi Borloo de 2003), vaste programme de rénovation urbaine piloté par l'ANRU (l'Agence Nationale de la Rénovation Urbaine). Cette politique d'action sociale est intrinsèquement liée à la politique éducative. Les REP et REP+ ont été créés pour proposer aux établissements du primaire et du secondaire davantage de moyens dans les quartiers sensibles. Le déclassement en 2007 des CP et en 2008 des CE1 dans les zones a pour objectif de favoriser une meilleure éducation alors que les QPV s'implantent dans les REP et REP+. Le sujet à l'égalité des chances pour tous participe à cette politique. La politique de la ville s'appuie également sur l'aide sociale, notamment la politique familiale avec les dispositifs d'aides financées par les AF. Elle s'appuie aussi sur le RSA (2005) qui permet de bénéficier, sous conditions, d'un revenu. Elle s'appuie enfin sur la politique de l'emploi (ARE avec Pôle Emploi, formation...).

La limite de cette politique réside dans sa définition et son maillage. Les problèmes urbains dépassent largement le géographique. Jean-Michel Blanquer, ministre de la Culture et des Sports, a constaté que l'effacement des centres urbains pour donner la place d'une politique de la ville aura des résultats hétérogènes. Les actions sociales